

*Initiatives ministérielles*

Le chef de mon parti a souligné plus tôt aujourd'hui que le mini-budget représente une perte nette de 61 879 emplois, si l'on tient compte que 55 000 emplois seront créés, mais que 117 000 autres seront supprimés.

Les réductions salariales entraîneront la perte de 9 200 emplois. Les compressions du budget de fonctionnement vont entraîner l'élimination de 43 000 emplois. Les réductions des prestations d'assurance-chômage vont toucher près de 30 000 personnes. Sciences et Technologie: 2 900 emplois perdus. Les Programmes choisis pour les autochtones: 1 500 emplois. En ce qui concerne l'aide internationale, on pense toujours que nos programmes d'aide à l'étranger représentent une sortie de fonds. En fait, les réductions annoncées visent environ 1 400 emplois au pays. Le développement industriel régional subit une perte de 8 400 emplois. Le Plan vert subit une perte de 5 200 emplois. Si le gouvernement était allé de l'avant avec le plan et l'avait amélioré, il aurait pu créer beaucoup d'autres emplois.

Quant aux subventions aux transports, une semaine après que le Canadien National eût annoncé la suppression de 10 000 emplois en cinq ans, le gouvernement présente un programme qui va en supprimer 3 200 autres.

Le gouvernement actuel ne peut plus continuer de diriger ce pays. Il n'a plus d'idées valables. Ce budget est tout à fait immoral, il ne doit pas passer, et nous ferons tout ce que nous pourrons pour l'en empêcher.

**M. Peter Milliken (Kingston et les Îles):** Madame la Présidente, en écoutant la conclusion du député de Thunder Bay—Atikokan, je n'ai pu m'empêcher de penser aux larmes de crocodile. S'il avait pris la parole à l'Assemblée législative de l'Ontario, il aurait fait exactement le même discours.

**M. Angus:** Pas du tout.

**M. Milliken:** Exactement. Pas un mot à changer, parce qu'il a en Ontario un ministre des Finances, Pink Floyd, et un premier ministre provincial que nous devons endurer aussi. Il se trouve que je suis de l'Ontario, comme le député le sait. Le ministre des Finances et le premier ministre de cette province font aux Ontariens exactement ce que le ministre des Finances du Canada fait à tous les Canadiens. Ils ont imposé des compressions aux pauvres et aux handicapés. Ils ont pris de l'argent aux personnes handicapées.

**Une voix:** Et aux étudiants.

**M. Milliken:** Et aux étudiants. Ce député parle de justice et il verse des larmes de crocodile au nom des

chômeurs, mais son premier ministre agit de la même façon que ce gouvernement à l'égard de ce même groupe silencieux et il le sait très bien. Il devrait avoir honte et il aurait dû mentionner son dégoût et son écoeurément devant les mesures prises par le premier ministre de l'Ontario à l'égard des gens de sa province, après toutes les belles promesses qu'il avait faites, promesses qui d'ailleurs sont bien typiques du Nouveau Parti démocratique.

Toutefois, je ne voudrais pas m'en prendre uniquement à lui; cela suffit. Je pourrais en parler longuement, mais j'ai des collègues à l'Assemblée législative de l'Ontario qui luttent pour la justice et la vérité; je m'adresserai donc au ministre d'en face.

Comme mes collègues l'ont fait en applaudissant un peu plus tôt, j'aimerais moi aussi féliciter le ministre d'être resté pour le débat jusqu'à la fin. C'est un geste rare dans les banquettes ministérielles des conservateurs.

**Des voix:** Bravo!

**M. Milliken:** Cela étant dit, je crois que je vais revenir en arrière, ce qui devrait intéresser le ministre, et je voudrais bien que son collègue, l'ancien ministre des Finances et actuel ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, soit ici présent, car je suis persuadé qu'il apprécierait les citations que je vais faire. Il adore que je le cite. Je l'ai fait l'autre jour et je sais que cela lui a fait plaisir.

Je vais citer un extrait de l'exposé économique que l'on peut lire à la page 98 du hansard du 8 novembre 1984 et qui ressemble à ce que nous avons à débattre depuis un jour ou deux.

**M. Mazankowski:** C'était un bon exposé.

**M. Milliken:** Le ministre dit que c'était un bon exposé. Je tiens à en citer un extrait. C'était un excellent exposé. C'était en quelque sorte le début de la fin pour le Parti conservateur.

Au cours de l'année du centenaire, la dette fédérale nette s'élevait à 18 milliards de dollars; à la fin du présent exercice, elle sera de 190 milliards, soit près de dix fois plus; d'ici 1990, elle pourrait approcher les 410 milliards si rien ne change.

Eh bien, nous savons bien sûr qu'elle a non seulement approché mais excédé de loin cette somme. Le ministre lui-même prévoit qu'elle sera de 490 milliards de dollars, je crois, vers la fin du prochain exercice financier. Il poursuit:

• (2200)

Voici ce que ces chiffres globaux représentent pour chacun d'entre nous. En 1967, cette dette représentait 4 000 \$ par famille; cette année, elle représente 24 000 \$; en 1990, si nous ne faisons rien, elle